



CANADA

TREATY SERIES 1961 No. 15 RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Accord entre le CANADA et la SUISSE

Fait à Berne, le 10 janvier 1958

En vigueur provisoirement le 10 janvier 1958

En vigueur définitivement le 9 novembre 1961

AIR

Agreement between CANADA and SWITZERLAND

Signed at Berne January 10, 1958

In force provisionally January 10, 1958

In force definitively November 9, 1961

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.
Queen's Printer and
Controller of Stationery

ROGER DUHAMEL, m.s.t.c.
Imprimeur de la Reine et
Contrôleur de la Papeterie

Ottawa, 1963

Price—Prix: 35 cents

No.—N° E3 61/15

64399-9-1

43 208 539
b 163740X
43 280 504
b 30 8887 X



AIR

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Texte de l'Accord	
Texte français	4
Traduction anglaise	5
Échanges de Notes supplémentaires:	
I. Note, en date du 10 janvier 1958, adressée par l'Ambassadeur du Canada à la Suisse au Chef du Département Politique Fédéral de Suisse	
Texte français	18
Traduction anglaise	19
II. Note, en date du 10 janvier 1958, adressée par le Chef du Département Politique Fédéral à l'Am- bassadeur du Canada à la Suisse	
Texte français	20
Traduction anglaise	21
III. Note, en date du 9 novembre 1961, adressée par l'Ambassadeur de Suisse, Ottawa au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	
Texte anglais	23
Traduction française	22
IV. Note, en date du 9 novembre 1961 adressée par le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Am- bassadeur de Suisse, Ottawa	
Texte anglais	25
Traduction française	24

ACCORD ENTRE LE CANADA ET LA SUISSE RELATIF AUX SERVICES AERIENS
 AGREEMENT BETWEEN CANADA AND SWITZERLAND RELATIVE TO AIR SERVICES
 Le Gouvernement du Canada et le Conseil Fédéral Suisse

CONTENTS

	PAGE
Text of Agreement:	
French text	4
English translation	5
Supplementary Exchanges of Notes:	
I. Note, dated January 10, 1958 from the Canadian Ambassador to Switzerland to the Head of the Federal Political Department of Switzerland	
French text	18
English translation	19
II. Note, dated January 10, 1958 from the Head of the Federal Political Department of Switzerland to the Canadian Ambassador to Switzerland	
French text	20
English translation	21
III. Note, dated November 9, 1961 from the Ambassador of Switzerland, Ottawa to the Secretary of State for External Affairs	
English text	23
French translation	22
IV. Note, dated November 9, 1961 from the Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of Switzerland, Ottawa	
English text	25
French translation	24

ACCORD ENTRE LE CANADA ET LA SUISSE RELATIF AUX SERVICES AÉRIENS

Le gouvernement du Canada et le conseil fédéral Suisse,

Ayant ratifié la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature, à Chicago, le 7 décembre 1944*, et

Désireux de conclure un accord en vue d'établir des services aériens entre les territoires du Canada et de la Suisse, et au delà dans les deux directions,
Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Pour l'application du présent accord, les expressions définies ci-après auront la signification indiquée au présent article:

1. L'expression «la Convention» s'entendra de la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature, à Chicago, le 7 décembre 1944, et comprendra toute annexe adoptée conformément à l'article 90 de cette convention, ainsi que tout amendement aux annexes ou à la convention adoptés conformément aux articles 90 et 94 de celle-ci.

2. L'expression «autorités aéronautiques» s'entendra, en ce qui concerne le Canada, du Ministre des transports, de la Commission des transports aériens et de toute personne ou organisme habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par ledit Ministre, ladite Commission, ou des fonctions similaires, et, en ce qui concerne la Suisse, du Département des postes et des chemins de fer, de l'Office fédéral de l'air, et de toute personne ou organisme habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par ledit Département ou Office, ou des fonctions similaires.

3. L'expression «entreprise désignée» s'entendra d'une entreprise de transports aériens dont l'une des parties contractantes aura, par écrit, notifié la désignation à l'autre partie contractante, conformément à l'article III ci-après, pour exploiter les services convenus sur les routes spécifiées dans cette notification.

4. L'expression «territoire», se rapportant à un État, s'entendra des étendues terrestres et des eaux territoriales adjacentes placées sous la souveraineté de cet État.

5. Les expressions «service aérien», «service aérien international», «entreprise de transports aériens» et «escale non commerciale», auront le sens que leur assigne respectivement l'article 96 de la Convention.

ARTICLE II

1. Chaque partie contractante accorde à l'autre partie contractante les droits spécifiés dans le présent accord en vue d'établir les services aériens qui y sont décrits et qui seront exploités sur les routes spécifiées dans la section correspondante du tableau de routes annexé audit accord (ci-après dénommés «services convenus» et «routes spécifiées»).

2. Sous réserve des dispositions du présent accord, l'entreprise désignée de chaque partie contractante jouira, dans l'exploitation d'un service convenu sur une route spécifiée, des droits ci-après:

a. Survoler, sans atterrir, le territoire de l'autre partie contractante;

* Recueil des Traités 1944 n° 36

(Translation)

**AGREEMENT BETWEEN CANADA AND SWITZERLAND CONCERNING
AIR SERVICES**

The Government of Canada and the Swiss Federal Council,
Having ratified the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944*, and
Desiring to conclude an Agreement for the purpose of establishing air services between Canada, and Switzerland, and beyond in both directions,
Have agreed as follows:

ARTICLE I

1. In the application of this Agreement the terms hereafter defined shall have the meanings indicated in this article:

- a. "the Convention" means the Convention on International Civil Aviation opened for signature at Chicago on the seventh day of December, 1944, and includes any Annex adopted under Article 90 of that Convention as well as any amendment of the Annexes or Convention adopted under Articles 90 and 94 thereof;
- b. "aeronautical authorities" means, in the case of Canada, the Minister of Transport, the Air Transport Board and any person or body authorized to perform any functions presently exercised by the said Minister or Board or similar functions, and, in the case of Switzerland, the Department of Post and Railways, the Federal Air Office and any person or body authorized to perform any functions presently exercised by the said Department or Office or similar functions;
- c. "designated airline" means an airline which one contracting party shall have notified, by written designation, to the other contracting party, in accordance with Article III hereafter, for the operation of agreed services on the routes specified in such notifications;
- d. "territory" in relation to a State means the land areas and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty of that State; and
- e. "air service", "international air service", "airline" and "stop for non-traffic purposes" have the meanings respectively assigned to them in Article 96 of the Convention.

ARTICLE II

1. Each contracting party grants to the other contracting party the rights specified in this Agreement for the purpose of establishing the air services to be operated, by virtue of said Agreement, on the routes specified in the appropriate Section of the Schedule thereto (hereinafter called "the agreed services" and "the specified routes").

2. Subject to the provisions of this Agreement, the airline designated by each contracting party shall enjoy, while operating an agreed service on a specified route, the following privileges:

- a. to fly without landing across the territory of the other contracting party;

* Canada Treaty Series 1944 No. 36

- b. Effectuer des escales à des fins non commerciales dans le territoire de l'autre partie contractante;
- c. Faire escale sur le territoire d'une partie contractante aux points spécifiés pour cette route dans le tableau de routes annexé au présent accord, afin d'y débarquer et d'y embarquer en trafic international des passagers, des envois postaux et des marchandises, en provenance ou à destination des points ainsi spécifiés qui se trouvent sur le territoire de l'autre partie contractante;
- d. Transporter au cours du même vol, sur le territoire de l'autre partie contractante puis hors de celui-ci, du trafic en transit en provenance ou à destination de points situés dans des pays tiers;
- e. Omettre, lors de tout ou partie des vols, un ou plusieurs points intermédiaires.

3. Rien au paragraphe 2 ci-dessus ne sera interprété comme conférant à l'entreprise désignée d'une partie contractante le droit d'embarquer sur le territoire de l'autre partie contractante, contre paiement ou rémunération, des passagers, des envois postaux ou des marchandises à destination d'un autre point situé sur le territoire de cette autre partie contractante.

ARTICLE III

1. Chaque partie contractante aura le droit de désigner par écrit à l'autre partie contractante une entreprise de transports aériens pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées.

2. Chaque partie contractante aura le droit, par notification écrite à l'autre partie contractante, d'annuler la désignation d'une entreprise de transports aériens pour en désigner une autre.

3. Dès qu'elle aura été informée de la désignation d'une entreprise de transports aériens d'une partie contractante, l'autre partie contractante accordera sans retard à cette entreprise l'autorisation d'exploitation requise, sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 5 ci-après.

4. Les autorités aéronautiques d'une partie contractante pourront demander à l'entreprise désignée de l'autre partie contractante de leur donner la preuve qu'elle est en mesure de remplir les conditions prescrites par les lois et règlements qu'elles appliquent normalement et raisonnablement, conformément aux dispositions de la Convention, à l'exploitation des services aériens commerciaux internationaux.

5. Chaque partie contractante pourra refuser d'agréer une entreprise de transports aériens et d'accorder les droits spécifiés au paragraphe 2 de l'article II ci-dessus; elle pourra aussi annuler ces droits ou soumettre leur exercice aux conditions qu'elle estimera nécessaires lorsqu'elle n'aura pas la preuve que la propriété réelle et le contrôle effectif de cette entreprise sont en mains de la partie contractante qui a désigné celle-ci ou de ses ressortissants.

6. Une fois autorisée, l'entreprise désignée pourra, à tout moment, commencer l'exploitation des services convenus, sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article et de l'article VI ci-après.

7. Chaque partie contractante pourra suspendre l'exercice, par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, des droits spécifiés au paragraphe 2 de l'article II ci-dessus ou imposer les conditions d'exploitation qu'elle estimera nécessaires, si cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements de la partie contractante qui accorde ces droits ou que, d'une autre manière, elle n'exploite pas conformément aux conditions prescrites par le présent accord; il est entendu, cependant, qu'à l'exception des cas où une suspension immédiate ou l'imposition de conditions est nécessaire pour prévenir de nouvelles infractions aux lois et règlements, cette compétence ne sera exercée qu'après consultation de l'autre partie contractante.

- b. to make stops in the territory of the other contracting party for non-traffic purposes;
- c. to make stops in the territory of one contracting party, at the points specified for that route in the Schedule of the Annex to this Agreement, for the purpose of putting down and taking on international traffic in passengers, cargo and mail coming from or destined for the points so specified in the territory of the other contracting party;
- d. to carry into and out of the territory of the other contracting party, on the same flight, in-transit traffic originating in or destined for points in third countries;
- e. to omit on any or all flights any one or more of the intermediate points.

3. Nothing in paragraph 2 of this Article shall be deemed to confer on the airline of one contracting party the privilege of taking up, in the territory of the other contracting party, passengers, cargo or mail carried for hire or reward and destined for another point in the territory of that other contracting party.

ARTICLE III

1. Each contracting party shall have the right to designate in writing to the other contracting party one airline for the purpose of operating the agreed services on the specified routes.

2. Each contracting party shall have the right by written notification to the other contracting party to withdraw the designation of an airline and to designate another airline.

3. On receipt of notification of the designation of an airline of a contracting party, the other contracting party shall, subject to the provisions of paragraphs 4 and 5 of this Article, grant without delay to the airline the appropriate operating authorization.

4. The aeronautical authorities of one contracting party may require an airline designated by the other contracting party to satisfy them that it is qualified to fulfil the conditions prescribed under the laws and regulations which they normally and reasonably apply, in conformity with the provisions of the Convention, to the operation of international commercial air services.

5. Each contracting party shall have the right to refuse to accept the designation of an airline and to grant the privileges specified in paragraph 2 of Article II hereinbefore and to withdraw these privileges or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by an airline of those privileges, in any case where it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the contracting party designating the airline or in its nationals.

6. Subject to the provisions of paragraphs 1 and 3 of this Article, and to Article VI hereafter, the airline so designated and authorized may at any time begin to operate the agreed services.

7. Each contracting party shall have the right to suspend the exercise by the designated airline of the other contracting party of the privileges specified in paragraph 2 of Article II hereinbefore or to impose such conditions as it may deem necessary on the operation, in any case where the airline fails to comply with the laws or regulations of the contracting party granting those privileges, or otherwise fails to operate in accordance with the conditions prescribed in this Agreement; provided that, unless immediate suspension or imposition of conditions is essential to prevent further infringements of laws or regulations, this right shall be exercised only after consultation with the other contracting party.

ARTICLE IV

1. Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal des aéronefs et les approvisionnements de bord, introduits dans le territoire d'une partie contractante par l'autre partie contractante ou par son entreprise désignée, ou pour le compte de celles-ci, embarqués sur les aéronefs dans ce territoire ou restant à bord de ces derniers et qui sont destinés à être employés uniquement par les aéronefs de cette entreprise désignée ou à bord desdits aéronefs, bénéficieront, de la part de la première partie contractante, en ce qui concerne les droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes analogues, de caractère national ou local, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux mêmes approvisionnements introduits, pris à bord, ou retenus à bord, dans ce territoire, pour l'usage des aéronefs d'une entreprise nationale, ou du traitement accordé à l'entreprise la plus favorisée de n'importe quel autre État participant au trafic international.

2. Chaque partie contractante consent à ne pas accorder de préférence à ses propres entreprises ou à celles d'un État tiers, en comparaison de l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, en ce qui concerne les douanes, l'immigration, la quarantaine, le contrôle des changes et d'autres matières similaires, comme aussi l'usage et les taxes d'usage des aéroports, routes aériennes et autres facilités.

ARTICLE V

1. Il sera accordé aux entreprises désignées des deux parties contractantes un traitement juste et équitable pour l'exploitation des services convenus sur les routes spécifiées entre leurs territoires respectifs.

2. Dans l'exploitation des services convenus, l'entreprise désignée de chaque partie contractante tiendra compte des intérêts de l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, afin de ne pas affecter indûment les services que cette dernière assurera, en tout ou partie, sur les mêmes routes.

3. Sur chaque route spécifiée, la capacité mise en œuvre par l'entreprise désignée d'une partie contractante, ainsi que la capacité mise en œuvre par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, seront maintenues à un niveau raisonnable adapté aux besoins du public sur cette route.

4. Dans l'application des principes définis aux paragraphes ci-dessus :

a. Les services convenus, assurés par une entreprise désignée, auront pour objectif primordial la mise en œuvre, sur la base d'un coefficient de charge raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles de cette entreprise pour le trafic aérien en provenance ou à destination du territoire de la partie contractante qui aura désigné l'entreprise.

b. La capacité prévue au sous-paragraphes a. ci-dessus pourra être augmentée d'une capacité additionnelle pour les besoins du trafic aérien international en provenance et à destination de points des routes spécifiées sur le territoire d'États autres que celui qui aura désigné l'entreprise. Cette capacité additionnelle sera déterminée en fonction des besoins du trafic dans la zone traversée par l'entreprise, en tenant compte des services aériens établis par les entreprises de transports aériens de l'autre partie contractante et par les États mentionnés ci-dessus, dans la mesure où ces services effectuent des transports aériens internationaux en provenance ou à destination de leur territoire.

5. Sous réserve des dispositions du présent accord, rien dans cet article n'empêchera que l'espace inoccupé dans un aéronef soit utilisé pour le transport de tout trafic aérien international qui pourrait être offert.

ARTICLE IV

1. Fuel, lubricating oils, spare parts, regular aircraft equipment and aircraft stores introduced into the territory of one contracting party, taken on board aircraft in that territory, or retained on board the aircraft in that territory, by or on behalf of the other contracting party or its designated airline and intended solely for use by or in the aircraft of that airline, shall be accorded by that contracting party, in respect of customs duties, inspection fees and other similar national or local duties and charges, treatment not less favourable than that accorded to similar supplies introduced into the said territory, taken on board aircraft in that territory, or retained on board the aircraft in that territory and intended for use by or in the aircraft of a national airline of that contracting party, or of the most favoured airline of any other State, engaged in international air services.

2. Each of the contracting parties agrees not to give a preference to its own airlines or to those of any third state over the airline of the other contracting party in the application of its customs, immigration, quarantine, exchange control and similar regulations or in the use of or charges for the use of airports, airways or other facilities.

ARTICLE V

1. The designated airlines of both contracting parties shall be accorded fair and equitable opportunity for the operation of the agreed services on the routes specified between their respective territories.

2. In operating the agreed services the designated airline of each contracting party shall take into account the interests of the designated airline of the other contracting party so as not to affect unduly the services which the latter provides on the whole or part of the same routes.

3. On any specified route the capacity provided by the designated airline of one contracting party together with the capacity provided by the designated airline of the other contracting party shall be maintained in reasonable relationship to the requirements of the public for air transport on that route.

4. In the application of the principles stated in the paragraphs hereinbefore:

a. The agreed services provided by a designated airline shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor, of capacity adequate to the current and reasonably expected requirements of that airline for the carriage of traffic originating in or destined for the territory of the contracting party which has designated that airline.

b. The capacity provided under sub-paragraph a. above may be augmented by supplementary capacity adequate for the carriage of international air traffic originating at and destined for points on the specified routes in the territories of States other than that designating the airline. Such additional capacity shall be related to traffic demands of the areas through which the airline operates, after taking account of the air services established by airlines of the other contracting party and of the States referred to above insofar as they are carrying international air traffic originating in or destined for their territories.

5. Subject to the provisions of this agreement, nothing in this Article shall prevent unfilled space in any aircraft from being used for the carriage of any international air traffic offered.

ARTICLE VI

1. Les tarifs de tous services convenus seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération tous les éléments déterminants comprenant l'économie de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques du service considéré, tels la rapidité et le confort, ainsi que les tarifs perçus par d'autres entreprises de transports aériens sur une partie quelconque des routes spécifiées. Ces tarifs seront fixés conformément aux dispositions suivantes.
2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus seront, si possible, fixés pour chaque route d'entente entre les entreprises désignées, après consultation des autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de cette route; ces accords seront basés, autant que possible, sur le système adopté pour les tarifs de l'Association du transport aérien international (IATA). Les tarifs ainsi convenus seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux parties contractantes.
3. Si les entreprises désignées ne peuvent s'entendre au sujet des tarifs, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceront de régler le différend d'un commun accord.
4. L'entreprise désignée d'une partie contractante communiquera aux autorités aéronautiques des deux parties contractantes, au moins trente jours avant la date prévue pour sa mise en vigueur, tout tarif, établi conformément au paragraphe 2 ci-dessus, qu'elle se propose d'adopter; les autorités aéronautiques des parties contractantes pourront, dans certains cas particuliers, modifier cette période de trente jours.
5. Si les autorités aéronautiques d'une partie contractante n'approuvent pas les tarifs communiqués conformément au paragraphe 4 ci-dessus, elles le notifieront par écrit aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante et à l'entreprise désignée qui aura proposé le tarif en cause, dans les quinze jours suivant la date de l'enregistrement de cette communication ou, dans certains cas spéciaux, dans un autre délai dont les autorités pourront convenir.
6. La notification mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus une fois effectuée, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'entendront pour fixer le tarif à établir.
7. Si les autorités aéronautiques des deux parties contractantes n'arrivent pas à s'entendre, le différend sera réglé selon les dispositions de l'article IX ci-après.
8. Si une entente n'intervient pas à l'expiration de la période de trente jours mentionnée au paragraphe 4 ci-dessus, le tarif en cause demeurera en suspens jusqu'à ce que le différend ait été réglé. Le tarif existant restera en vigueur.
9. Rien dans le présent article ne portera atteinte au droit de l'une ou l'autre partie contractante de rejeter un tarif, afférent à un parcours entre un pays tiers et un point du territoire de cette partie contractante, qu'elle estimera contraire à ses intérêts.
10. A défaut de notification conformément au paragraphe 5 ci-dessus, un tarif communiqué en application du paragraphe 4 entrera en vigueur à l'expiration de la période spécifiée par ce dernier et demeurera en vigueur:
 - a. Jusqu'à l'expiration de toute période pour laquelle les autorités aéronautiques de l'une ou l'autre partie contractante pourraient l'avoir déclaré applicable; ou
 - b. Jusqu'à ce qu'un tarif nouveau ou amendé ait été établi pour le remplacer, selon les dispositions du présent article;selon que l'une ou l'autre de ces conditions sera réalisée la première.

ARTICLE VI

1. The tariffs on any agreed service shall be established at reasonable levels, due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit, characteristics of service such as standards of speed and accommodation, and the tariffs of other airlines for any part of the specified routes. These tariffs shall be determined in accordance with the following provisions.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this article shall, if possible, be agreed in respect of each route between the designated airlines, after consultation with other airlines operating over the whole part of that route, and such agreement shall, where possible, be reached through the rate-fixing machinery of the International Air Transport Association (IATA). The tariffs so agreed shall be subject to the approval of the aeronautical authorities of both contracting parties.

3. In the event of disagreement between the designated airlines concerning the tariffs, the aeronautical authorities of the contracting parties shall endeavour to determine them by agreement between themselves.

4. The designated airline of either contracting party shall file with the aeronautical authorities of both contracting parties any tariff determined under paragraph 2 of this Article which it proposes to establish, at least thirty days before the date on which it proposes that the tariff shall come into effect; provided that the aeronautical authorities of the contracting parties may in particular cases vary the period of thirty days.

5. If the aeronautical authorities of one of the contracting parties are dissatisfied with a tariff filed in accordance with paragraph 4 of this Article, they shall so notify in writing the aeronautical authorities of the other contracting party and any designated airline filing the tariff, within fifteen days of the date of filing or in particular cases within such other period as may be agreed by both authorities.

6. After notification under paragraph 5 of this Article the aeronautical authorities of both contracting parties shall endeavour to secure agreement on the tariff to be established.

7. If the aeronautical authorities of the contracting parties cannot secure agreement, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of Article IX of this Agreement.

8. If agreement has not been reached at the end of the thirty days period referred to in paragraph 4 of this article, a disputed tariff on the agreed services shall remain in suspension until the dispute shall have been settled. In the meantime, the existing tariff shall remain in effect.

9. Nothing in this Article shall affect the right of either contracting party to disallow an offending tariff between a third country and a point in the territory of the dissatisfied contracting party.

10. If no notification is given under paragraph 5 of this Article, a tariff filed under paragraph 4 shall come into effect after the expiry of the period specified in paragraph 4 and shall remain in effect until:

- a. the expiry of any period for which the aeronautical authorities of either contracting party may have approved its effectiveness; or
- b. a new or amended tariff shall have been established in accordance with the provisions of this Article in substitution therefor; whichever is the earlier.

11. Un tarif nouveau ou amendé destiné à remplacer un tarif établi pourra être enregistré en tout temps pour une entreprise désignée et les dispositions du présent article lui seront appliquées comme s'il s'agissait du premier tarif; il est entendu que les autorités aéronautiques des parties contractantes pourront, d'un commun accord, adopter une procédure pour l'enregistrement et l'établissement des tarifs amendés dans des délais plus courts que ceux qui sont spécifiés aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus.

12. Les autorités aéronautiques d'une partie contractante pourront, avec le consentement des autorités aéronautiques de l'autre partie contractante, exiger en tout temps d'une entreprise désignée qu'elle communique un tarif nouveau ou amendé; les dispositions du présent article s'appliqueront à ce tarif comme si c'était un premier tarif.

ARTICLE VII

Les autorités aéronautiques de chaque partie contractante fourniront aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante, à sa demande, des statistiques périodiques et autres qui pourront être demandées raisonnablement en vue de vérifier la capacité offerte sur les services convenus par l'entreprise désignée de la première partie contractante. Ces informations comprendront toutes les données nécessaires pour déterminer la quantité du trafic acheminé par cette entreprise sur les services convenus, ainsi que la provenance et la destination dudit trafic.

ARTICLE VIII

Des consultations régulières et fréquentes auront lieu entre les autorités aéronautiques des parties contractantes en vue d'assurer une étroite collaboration dans tous les domaines relatifs à l'exécution du présent accord.

ARTICLE IX

1. Si un différend survient entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent accord ou de son annexe, les parties contractantes chercheront tout d'abord à le résoudre par des négociations directes.

2. Si les parties contractantes n'arrivent pas à s'entendre par ces négociations:

a. Elles pourront convenir de soumettre le différend à la décision d'un tribunal arbitral, d'une personne ou d'un organisme qu'elles désigneront, ou

b. Si elles ne s'entendent pas à ce sujet ou si elles ne sont pas d'accord sur la composition du tribunal arbitral auquel elles sont convenues de soumettre le différend, chacune d'elles pourra déférer celui-ci à tout tribunal compétent qui viendrait à être institué au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou, à défaut d'un tel tribunal, au Conseil de cette Organisation.

3. Les parties contractantes s'engagent à se conformer à toute décision rendue en application du paragraphe 2 ci-dessus.

4. Si l'une ou l'autre des parties contractantes ou si l'entreprise désignée de l'une d'elles se soustrait à l'exécution d'une décision prise en application du paragraphe 2 ci-dessus, l'autre partie contractante pourra limiter, suspendre ou annuler tous les droits qu'elle aura, en application du présent accord, accordé à la partie contractante défaillante ou à l'entreprise désignée défaillante.

11. A new or amended tariff in substitution for an established tariff may be filed by a designated airline at any time, and the provisions of this Article shall apply thereto as if it were a first tariff; provided that the aeronautical authorities of the contracting parties may by agreement between them adopt procedures for the filing and establishment of amended tariffs within shorter periods than those specified in paragraphs 4 and 5 of this Article.

12. The aeronautical authorities of one contracting party may, with the consent of the aeronautical authorities of the other contracting party, at any time require a designated airline to file a new or amended tariff, and the provisions of this Article shall apply thereto as if it were a first tariff.

ARTICLE VII

The aeronautical authorities of either contracting party shall supply to the aeronautical authorities of the other contracting party at their request such periodic or other statements of statistics as may be reasonably required for the purpose of reviewing the capacity provided on the agreed services by the designated airline of the first contracting party. Such statements shall include all information required to determine the amount of traffic carried by this airline on the agreed services and the origins and destinations of such traffic.

ARTICLE VIII

There shall be regular and frequent consultation between the aeronautical authorities of the contracting parties to ensure close collaboration in all matters affecting the fulfilment of this Agreement.

ARTICLE IX

1. If any dispute arises between the contracting parties relating to the interpretation of application of this Agreement or its Annex, the contracting parties shall in the first place endeavour to settle it by negotiation between themselves.

2. If the contracting parties fail to reach settlement by negotiation:

- a. they may agree to refer the dispute for decision to an arbitral tribunal or to some other person or body, which they appoint; or
- b. if they do not so agree or if, having agreed to refer the dispute to an arbitral tribunal, they cannot reach agreement as to its composition, either contracting party may submit the dispute for decision to any tribunal competent to decide it which may hereafter be established within the International Civil Aviation Organization or, if there is no such tribunal, to the Council of the said Organization.

3. The contracting parties undertake to comply with any decision given under paragraph 2 of this Article.

4. If and so long as either contracting party or a designated airline of either contracting party fails to comply with a decision given under paragraph 2 of this Article, the other contracting party may limit, withhold or revoke any rights or privileges which it has granted by virtue of this Agreement to the contracting party in default or to the designated airline in default.

ARTICLE X

1. Si l'une ou l'autre des parties contractantes estime qu'il y a lieu de modifier une disposition du présent accord, des consultations, au cas où elles seraient nécessaires, commenceront dans un délai raisonnable et toute modification, une fois convenue entre les parties contractantes, entrera en vigueur après avoir été confirmée par un Échange de Notes.

2. Au cas où la conclusion d'une convention multilatérale relative aux transports aériens viendrait à lier les deux parties contractantes, le présent accord serait modifié conformément aux dispositions de cette convention.

ARTICLE XI

Chaque partie contractante pourra, en tout temps, notifier à l'autre partie contractante son désir de mettre fin au présent accord. Le même avis sera donné simultanément au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale. En pareil cas, l'accord prendra fin douze mois après la réception de l'avis de dénonciation par l'autre partie contractante, à moins que cette dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette période. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre partie contractante, l'avis de dénonciation sera réputé reçu quatorze jours après la date à laquelle il aura été reçu par le Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XII

Le présent accord et tout Échange de Notes effectué en application de l'article X seront communiqués pour enregistrement au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

ARTICLE XIII

Le présent accord entrera en vigueur le jour où sa ratification sera notifiée de part et d'autre par un Échange de Notes.

Fait à Berne, le 10 janvier 1958 en double exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Canada:

EDMOND TURCOTTE

Pour le Conseil Fédéral Suisse:

MAX PETITPIERRE

ARTICLE X

1. If either of the contracting parties considers it desirable to modify any provision of this Agreement, consultations, if necessary, shall be commenced within a reasonable period of time, and any modifications agreed upon between the contracting parties shall come into effect when confirmed by an Exchange of Notes.

2. In the event of the conclusion of any general multilateral convention concerning air transport by which both contracting parties become bound, this Agreement shall be amended so as to conform with the provisions of such convention.

ARTICLE XI

Either contracting party may at any time give notice to the other if it desires to terminate this Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the Council of the International Civil Aviation Organization. If such notice is given, this Agreement shall terminate twelve months after the date of receipt of the notice by the other contracting party, unless the notice to terminate is withdrawn by agreement before the expiry of this period. In the absence of acknowledgment of receipt by the other contracting party, notice shall be deemed to have been received fourteen days after the receipt of the notice by the Council of the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XII

The present Agreement and any Exchange of Notes in accordance with Article X, shall be registered with the Council of the International Civil Aviation Organization.

ARTICLE XIII

The present Agreement shall come into force on the date on which ratification is notified mutually by an Exchange of Notes.

DONE in duplicate, at Berne this 10th day of January, 1958, in the English and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of Canada:

EDMOND TURCOTTE

For the Swiss Federal Council:

MAX PETITPIERRE

TABLEAU DE ROUTES

Section I

Services que peut exploiter, dans les deux directions, l'entreprise désignée par la Suisse:

Points de départ	Points intermédiaires (un ou plusieurs de ceux qui sont indiqués, à bien plaisir)	Destination au Canada	Points au delà (un ou plusieurs de ceux qui sont indiqués, à bien plaisir)
Zurich Genève Bâle	Cologne Amsterdam Paris Londres Manchester Prestwick Shannon	Montréal	a. Chicago b. Points aux États-Unis d'Amérique et au Mexique, encore à convenir

Section II

Services que peut exploiter, dans les deux directions, l'entreprise désignée par le Canada:

Points de départ	Points intermédiaires (un ou plusieurs de ceux qui sont indiqués, à bien plaisir)	Destination en Suisse	Points au delà (un ou plusieurs de ceux qui sont indiqués, à bien plaisir)
Montréal Toronto	Shannon Londres Prestwick Paris Bruxelles Amsterdam Dusseldorf	Un point à fixer par le Gouvernement du Canada	a. Vienne et/ou Rome b. Points en Europe continentale, encore à convenir

ROUTE—SCHEDULE

SECTION I

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Switzerland:

Points of departure	Intermediate points (any one or more of the following if desired)	Destination in Canadian Territory	Points beyond (any one or more of the following if desired)
Zurich	Cologne	Montreal	a. Chicago
Geneva	Amsterdam		b. Points in the U.S.A. and Mexico to be agreed upon
Basle	Paris		
	London		
	Manchester		
	Prestwick		
	Shannon		

SECTION II

Routes to be operated in both directions by the designated airline of Canada:

Points of departure	Intermediate points (any one or more of the following if desired)	Destination in Swiss Territory	Points beyond (any one or more of the following if desired)
Montreal	Shannon	A point to be determined by the Government of Canada.	a. Vienna and/or Rome
Toronto	London		b. Points in Continental Europe to be agreed upon
	Prestwick		
	Paris		
	Brussels		
	Amsterdam		
	Dusseldorf		

I

L'Ambassadeur du Canada à la Suisse au Chef du Département Politique
Fédéral de Suisse
No. 2

BERNE, le 10 janvier 1958.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse, relatif aux services aériens, signé aujourd'hui à Berne, et de proposer qu'en attendant la ratification par nos Gouvernements respectifs, les dispositions de l'accord soient applicables à titre provisoire.

Je serais reconnaissant d'apprendre si le Conseil fédéral suisse approuve cette proposition. S'il en est ainsi, je suggère que cette Note et votre réponse constituent un arrangement à cet effet entre nos deux Gouvernements, lequel entrerait en vigueur immédiatement.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

EDMOND TURCOTTE

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller Fédéral,
Département Politique Fédéral,
BERNE

The Canadian Ambassador to Switzerland to the Head of the Federal
Political Department of Switzerland.

BERNE, January 10, 1958.

N° 2

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to the agreement between the Government of
Canada and the Swiss Federal Council concerning air services, signed today
at Berne, and to propose that, pending ratification by our respective Govern-
ments, the provisions of the agreement be brought into force temporarily.

I should be grateful to learn whether the Swiss Federal Council approves
this proposal. If such be the case, I suggest that this letter and your reply
thereto constitute an arrangement to that effect between our two Governments,
which will come into force immediately.

Please accept, Your Excellency, the renewed assurances of my highest
consideration.

EDMOND TURCOTTE,

Mr. Max Petitpierre,
Federal Councillor,
Federal Political Department,
BERNE.

II

*Le chef du Département Politique Fédéral de Suisse à l'Ambassadeur du
Canada à la Suisse*

Le Chef du Département Politique Fédéral

BERNE, le 10 janvier 1958.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par Note de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit:

«J'ai l'honneur de me référer à l'accord entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse, relatif aux services aériens, signé aujourd'hui à Berne, et de proposer qu'en attendant la ratification par nos Gouvernements respectifs, les dispositions de l'accord soient applicables à titre provisoire.

Je serais reconnaissant d'apprendre si le Conseil fédéral suisse approuve cette proposition. S'il en est ainsi, je suggère que cette Note et votre réponse constituent un arrangement à cet effet entre nos deux Gouvernements, lequel entrerait en vigueur immédiatement.»

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Conseil fédéral sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

MAX PETITPIERRE

Son Excellence,
Monsieur Edmond Turcotte,
Ambassadeur du Canada,
BERNE.

(no. II)

The Head of the Federal Political Department of Switzerland to the Canadian Ambassador to Switzerland.

The Head of
The Federal Political Department

BERNE, January 10, 1958.

EXCELLENCY,

In your note of today's date, Your Excellency has communicated the following to me:

"I have the honour to refer to the agreement between the Government of Canada and the Swiss Federal Council concerning air services, signed today at Berne, and to propose that, pending ratification by our respective Governments, the provisions of the agreement be brought into force temporarily.

I should be grateful to learn whether the Swiss Federal Council approves this proposal. If such be the case, I suggest that this letter and your reply thereto constitute an arrangement to that effect between our two Governments, which will come into force immediately."

I have the honour to confirm that the Federal Council is agreeable to the foregoing.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

MAX PETITPIERRE.

His Excellency
Mr. Edmond Turcotte,
Ambassador of Canada,
BERNE.

(Traduction)

III

L'Ambassadeur de Suisse au Canada au Secrétaire d'État aux
Affaires extérieures.

AMBASSADE DE SUISSE

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de me référer à l'Article XIII de l'Accord entre le Canada et la Suisse, relatif aux services aériens, signé à Berne le 10 janvier 1958, aux termes duquel l'Accord doit entrer en vigueur le jour où les deux pays se feront part, par un Échange de Notes, de sa ratification.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement suisse a approuvé l'Accord conformément à ses méthodes constitutionnelles. Il entrera donc en vigueur à la date d'une Note de votre part donnant avis de sa ratification par le Gouvernement canadien.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

A. ZEHNDER.

Le 9 novembre 1961,
Ottawa.

(Tradition)
III

The Ambassador of Switzerland to Canada to the Secretary of State for External Affairs.

EMBASSY OF SWITZERLAND

Sir,

I have the honour to refer to Article XIII of the Agreement between Canada and Switzerland concerning air services signed at Berne on January 10, 1958 which provides that the Agreement shall come into force on the date on which ratification is notified mutually by an Exchange of Notes.

I have the honour to notify you, Sir, that the Government of Switzerland has approved the Agreement in accordance with its legal procedures. The Agreement shall accordingly enter into force on the date of your Note notifying the approval of the Agreement by the Government of Canada.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

A. ZEHNDER.

November 9, 1961.
Ottawa.

H. C. GREEN

His Excellency Dr. Alfred Zehnder,
Ambassador of Switzerland,
Ottawa, Canada.

Son Excellence Monsieur Alfred Zehnder,
Ambassadeur de Suisse,
Ottawa.

(Traduction)

IV

*Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'Ambassadeur de Suisse
au Canada.*

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA, le 9 novembre 1961

N° E-43

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence, en date du 9 novembre 1961, où vous portez à ma connaissance que le Gouvernement suisse a approuvé conformément à ses méthodes constitutionnelles, l'Accord entre nos deux pays, relatif aux services aériens, signé à Berne le 10 janvier 1958.

Cet Accord ayant été approuvé par le Gouvernement canadien, votre Note et la présente réponse ont pour effet de le mettre en vigueur ce jour même, conformément à l'Article XIII.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

H. C. GREEN

Son Excellence Monsieur Alfred Zehnder,
Ambassadeur de Suisse,
Ottawa.

IV

The Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of Switzerland to Canada.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

OTTAWA, November 9, 1961.

No. E-43

EXCELLENCY:

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of November 9, 1961, in which Your Excellency has informed me that the Agreement between the Government of Canada and the Government of Switzerland concerning air services signed at Berne on January 10, 1958, has been approved by the Government of Switzerland in accordance with its legal procedures.

The aforesaid Agreement having been approved by the Government of Canada, it is understood that Your Excellency's Note and this Note have the effect of bringing the Agreement into force on this date in accordance with Article XIII of the Agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

H. C. GREEN

His Excellency Dr. Alfred Zehnder,
Ambassador of Switzerland,
Ottawa, Canada.

The Secretary of State for External Affairs to the Ambassador of Switzerland to Canada
Le Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères au Chef de Mission Suisse à Ottawa
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
OTTAWA, November 8, 1961

No. E-43
1961
EXCELLENCY:

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of November 3, 1961, in which Your Excellency has informed me that the Agreement between the Government of Canada and the Government of Switzerland concerning air services entered into force on January 10, 1958, has been approved by the Government of Switzerland in accordance with its legal procedures. The aforesaid Agreement having been approved by the Government of Canada, it is understood that Your Excellency's Note and this Note have the effect of bringing the Agreement into force on this date in accordance with Article XIII of the Agreement.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.
H. C. GREEN

NEERD C. H.

His Excellency Dr. Alfred Zehnder,
Ambassador of Switzerland,
Ottawa, Canada.
Son Excellence Monsieur Alfred Zehnder,
Ambassadeur Suisse,
Ottawa.



CANADA

TRAITE DE COMMERCE ENTRE LE CANADA ET LE VENEZUELA

RADIO

Amateur Radio Station Communications

Exchange of Notes between CANADA and VENEZUELA

Caracas, November 22, 1961

Entered into force: November 22, 1961

RADIO

Communications between Radio Amateurs

Echange de Notes entre le Canada et le Venezuela

Caracas le 22 novembre 1961

En vigueur le 22 novembre 1961

6 494 525

Room 2100, 2100
Queen's Printer
Controller of Publications

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20091804 6

1
2009 2009 2009